

Une nouvelle étape

La relance de la politique de l'éducation prioritaire engagée en 2006 doit répondre à des enjeux dont la dimension pédagogique est essentielle. C'est une préoccupation à laquelle le Haut conseil de l'éducation est sensible dans ses recommandations pour l'évolution de la formation des maîtres, en soulignant que le rythme des apprentissages doit prendre en compte la diversité des élèves, notamment les élèves « à besoins particuliers ». Le rapport sur *La contribution de l'éducation prioritaire à l'égalité des chances des élèves* remis au ministre de l'Éducation nationale en octobre dernier présente un bilan de la politique conduite dans ce domaine et offre une synthèse intéressante sur les questions pédagogiques et sur le difficile équilibre à trouver entre exigence de niveau et adaptation aux publics. Parmi les cinq axes qu'ils indiquent pour redéfinir la politique d'éducation prioritaire, les auteurs proposent de « donner une marge d'autonomie beaucoup plus importante, pédagogique et institutionnelle, aux établissements » et de « laisser aux acteurs locaux la liberté de choisir l'organisation pédagogique et institutionnelle qui convient : marge d'autonomie sur les horaires, les disciplines, les programmes, les groupes classe » (p. 126). C'est cette marge d'autonomie, la manière dont elle est actuellement utilisée par les enseignants, les chefs d'établissement et les équipes que ce dossier d'XYZep cherche à mieux connaître et comprendre.

La naissance des ZEP a coïncidé avec le début de la décentralisation : les établissements et les équipes pédagogiques devaient dorénavant traduire localement les décisions nationales, notamment par le biais du projet d'établissement. Les auteurs du rapport précité constatent d'ailleurs que la territorialisation de la politique éducative a permis « aux équipes de terrain de s'investir, de gagner en autonomie, en responsabilité et souvent en efficacité, notamment dans le domaine de la vie scolaire » (p. 45). Mais ils notent aussi le risque que « la gestion des élèves et l'organisation de l'école prennent le pas sur la réflexion qui serait nécessaire sur les progressions, sur le choix des outils didactiques, sur la cohérence méthodologique des apprentissages... » (p. 88). De même, le rapport souligne que les données relatives au brevet, mal connues, sont peu utilisées et qu'il n'y a pas de culture d'établissement pour utiliser ces outils.

Les auteurs des textes d'XYZep, qui connaissent bien la réalité des établissements, montrent en effet que les questions plus directement pédagogiques sont insuffisamment abordées de manière collective et que les acteurs locaux ont du mal à se saisir des évaluations nationales pour en faire des outils utiles à leur action pédagogique. Comprendre ce qui se joue dans ces difficultés, tant du côté des individus que des équipes ou des différents niveaux de pilotage peut, sans doute, aider à mieux agir. C'est ce que propose ce numéro d'XYZep. ■

Serge Calabre,
directeur de l'INRP.

Mercredi 24 janvier 2007 à Paris

Conférence de consensus

Enseigner dans les écoles de la périphérie. Comment former à mieux accompagner les apprentissages en « milieux difficiles » ?

INRP, IUFM de Créteil, IUFM de Versailles

■ ZOOM

Redoubler : ça se mérite !

■ RECHERCHE

La construction des différenciations scolaires dans les apprentissages

■ BOUSSOLE

Du nouveau pour les parents

■ RESSOURCES

En ligne...

■ ENTRETIEN

Promouvoir l'égalité éducative en Argentine

■ BRÈVES

DOSSIER

Améliorer le travail collectif en établissement, chiche !

Les établissements peuvent-ils favoriser une meilleure réussite de tous les élèves ? Dans ce dossier nous avons cherché à savoir comment, et à quelles conditions, cette question pouvait être ou devenir une préoccupation collective. Anne Barrère et Jean-Louis Derouet, sociologues qui ont beaucoup travaillé sur l'organisation et le fonctionnement réel des établissements, nous font part ici de leurs observations et analyses.